

L'économie du Québec en ce dernier quart du 20^e siècle : un survol

par Henri-Claude Joseph

INTRODUCTION

En confrontant la réalité actuelle et les nombreux témoignages d'époques de l'après-guerre, on mesure l'ampleur de la prospérité économique du Québec, où la population jouit effectivement d'un niveau de vie élevé. Pourtant, durant toutes ces années, l'économie québécoise s'est vue traversée par divers cycles d'affaires, de durée fort inégale, dont certains caractérisés par de graves crises de mutations. Toutefois, signe de sa forte capacité de réponse aux multiples perturbations industrielles et

sectorielles, cette économie connaît une remarquable progression, réussissant à s'adapter à la fois aux changements technologiques de ces dernières décennies et à l'apparition de nouveaux comportements de consommation et de nouvelles valeurs sociétales. D'où l'intérêt d'analyser l'évolution d'une telle économie à travers ses composantes fondamentales : la population, la production et la demande, sans oublier les régions et les gouvernements.

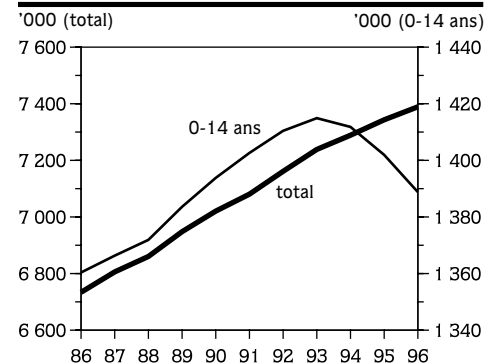
DÉMOGRAPHIE

De moins de 900 000 habitants en 1851, le Québec recense plus d'un million de personnes en 1861 pour passer au-dessus de 2 millions en 1911 et de 4 millions en 1951. Il dépasse le cap des 6 millions en 1971 et des 7 millions en 1991 pour se situer à 7,4 millions en 1996, habitant principalement (65,0 % en 1995) dans les régions métropolitaines (100 000 habitants et plus). Avec 3,3 millions de personnes, Montréal reste de loin la plus importante agglomération, suivie d'Ottawa-Hull (1,0 million), Québec (695 203 habitants), Chicoutimi-Jonquière (167 228), Sherbrooke (148 039) et Trois-Rivières (143 022).

De 38,7 % au début du siècle ou de 35,4 % en 1961, la population de moins de 15 ans n'est que de 29,3 % en 1971 et de 18,8 % en 1996 alors que celle de 65 ans et plus passe de 4,8 % en 1901 à 5,8 % en 1961, 6,8 % en 1971 et 12,1 % en 1996. De plus, le nombre de naissances en 1996 (85 800), de loin inférieur à la moyenne de 95 000 des années 70, rappelle les bas niveaux des années 80. De fait, le nombre moyen d'enfants par

femme en âge de procréer au Québec chute, de 4,1 en 1931 à 3,8 en 1961 et 1,6 en 1996, tandis que s'allonge l'espérance de vie, de 57 ans en 1931 à 70,1 ans en 1961 et 77,3 ans en 1991. Avec un taux de mortalité relativement stable, il s'ensuit un ralentissement de l'accroissement naturel qui, conjugué à un solde migratoire fort irrégulier, explique la lente croissance démographique et la hausse de la proportion des personnes d'âge inactif.

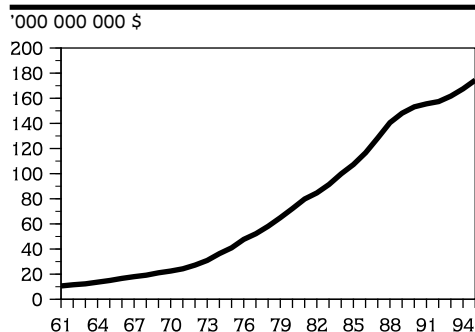
Population totale et population âgée de 0-14 ans, Québec, 1986-1996



ÉCONOMIE

Parallèlement à son évolution démographique modérée, le Québec voit son économie se développer à une vitesse fulgurante. Mesurée par le produit intérieur brut aux prix du marché en dollars courants, cette économie se trouve multipliée pratiquement par 20 au cours des 35 dernières années pendant que les prix, tant de la production qu'à la consommation, ne font que quintupler tout au plus durant cette période.

Produit intérieur brut aux prix du marché, Québec, 1961-1995



Avec les années 60, se concrétise la révolution tranquille à travers la réalisation de travaux de construction et d'infrastructures tels que la voie maritime du Saint-Laurent, l'autoroute Transcanadienne, l'Exposition universelle de Montréal dite Expo 67, le métro de Montréal, etc. Durant cette décennie, le taux de croissance de la valeur de la production intérieure tourne autour de 10,0 % annuellement, exception faite de l'année 1963 et surtout de l'année 1968 qui enregistre — du côté des revenus — une augmentation relativement faible de la rémunération des salariés et — du côté des dépenses — une deuxième diminution de suite des investissements après celle sensible de l'année 1967. Concomitamment, les prix s'accroissent annuellement au Canada de 2,9 % en moyenne.

Les années 70 seront celles de la réalisation des travaux comme l'hydroélectricité de la Baie-James, l'aéroport de Mirabel, les installations olympiques, le prolongement du métro de Montréal, entre autres, dans un environnement secoué par la crise du prix du pétrole quadruplé et par la lutte multiforme à l'inflation.

Au Québec, malgré le ralentissement de la production des années 1970 et 1971 attribué principalement aux premières mesures

anti-inflationnistes américaines de la fin des années 60, la croissance économique durant les années 70 se maintient en moyenne au-delà de 12,0 % en dollars courants avec des pointes de plus de 20,0 % au cours de la période inflationniste 1974-1975. Pourtant, les bénéfices des sociétés avant impôts accusent des tassements et des reculs, même en dollars courants, durant plusieurs années de la décennie pendant que la rémunération des salariés n'évolue qu'à la hausse. Il faut y voir, dans une grande mesure, l'impact des politiques des autorités canadiennes et québécoises d'alors de protéger le pouvoir d'achat par l'indexation des tables fiscales au taux d'inflation canadien qui, durant cette décennie 70, augmente annuellement de 7,8 % en moyenne.

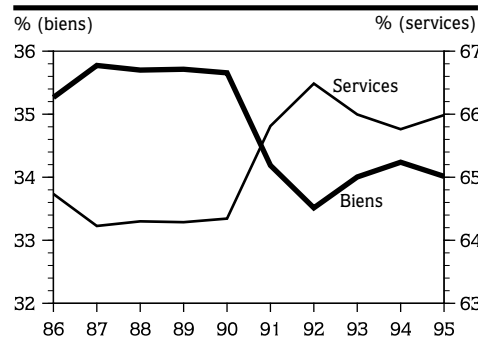
Les années 80 débutent avec des taux d'inflation à deux chiffres et des taux d'intérêt directs du même ordre, consécutifs à la politique américaine de resserrement tous azimuts de la masse monétaire, qui oblige la Banque du Canada à s'y aligner pour protéger le dollar canadien et combattre l'inflation. Cependant, dans ce contexte d'explosion des prix, le taux de croissance annuel du produit intérieur brut en dollars courants n'a réussi à dépasser — même légèrement — le niveau des 10,0 % qu'à trois reprises et se retrouve même à moins de 6,0 % en 1982 et 1989. D'ailleurs, l'année 1982 reste gravée comme celle de la fin de la récession la plus longue au Canada (17 mois¹). Elle donne le signal d'une rémunération des salariés progressant à des taux inférieurs à 5,0 % en dollars courants, pendant que les bénéfices des sociétés avant impôts décroissent annuellement à trois reprises durant la décennie, dont deux années de suite.

Une fois neutralisé l'effet des mouvements de prix, le taux de croissance réelle de la production intérieure québécoise, négatif du quatrième trimestre de 1981 au premier trimestre de 1983 (le dernier trimestre de 1982 faisant exception), varie annuellement de manière fort cyclique, se déplaçant de 3,4 % en 1983 à 0,9 % en 1989 via un maximum de 5,0 % en 1984. Trimestriellement, mis à part le sommet de 3,5 % au deuxième trimestre de 1983, il dépasse rarement les 2,0 %, se situant souvent à moins de 1,0 % et accuse même une contraction au troisième trimestre de 1989.

1. Maurice Marchon, *Prévoir l'économie pour mieux gérer* Presses HEC, p. 78.

Analysée par secteur d'activité, la croissance du produit intérieur brut durant la décennie 80 se répartit inégalement entre les industries productrices de biens et celles productrices de services. Ainsi, tout au long de la seconde moitié de la décennie, la production des industries de biens — estimée selon la valeur ajoutée, c'est-à-dire selon la contribution productive propre de chaque entreprise — s'accroît annuellement, sauf en 1987, à des niveaux inférieurs à ceux de l'ensemble de l'économie.

PIB au coût des facteurs : secteur des biens et secteur des services, Québec, parts relatives, 1986-1995



Cette lenteur se remarque durant 12 des 24 trimestres de la période 1984-89, dont sept avec des reculs évidents, comparativement à une seule baisse pour l'économie en général. Par contre, du côté des industries

de services, la performance — déjà bonne annuellement par rapport à l'ensemble de l'économie — ne l'est pas moins trimestriellement malgré une dizaine de ralentissements observés au cours de la période, la seule diminution étant enregistrée au premier trimestre de 1989.

Avec l'arrivée des années 90 et notamment durant la première moitié, le produit intérieur brut aux prix du marché, exprimé en dollars constants, s'accroît au ralenti et irrégulièrement, les taux enregistrés variant de 0,2 % à 3,0 % avec un creux en 1991 (- 2,0 %). Un relevé de la période 1990-92 montre six diminutions trimestrielles entrecoupées de hausses très faibles. D'ailleurs, cette période demeure celle de cette crise économique grave où la production intérieure réelle accuse une récession de 22 mois pour ensuite compter une reprise de 25 mois, prélude à une expansion certes lente mais qui dure encore. Plus précisément, ce produit intérieur s'est contracté de 5,8 % durant la phase récessive allant du sommet observé en février 1990 au creux cyclique enregistré en décembre 1991. Avec la reprise, c'est-à-dire avec la phase partant de ce creux cyclique jusqu'au début de l'expansion en janvier 1994, il augmente de 6,8 % mais depuis, sa croissance en 34 mois n'est que de 4,8 % ou 0,1 % mensuellement, soit trois fois moins qu'au cours de la reprise.

DEMANDE INTÉRIEURE

Les fluctuations de la production intérieure, enregistrées surtout depuis les 15 dernières années, se reflètent sur l'évolution de ses principales composantes, notamment la consommation des ménages. D'ailleurs, ceux-ci contribuent, en période de prospérité, à environ 70,0 % du PIB en dollars courants lorsque, aux dépenses personnelles en biens et services, est ajoutée la construction résidentielle. Ainsi, de 64,0 % en 1961, la part des dépenses des consommateurs baisse à 61,1 % en 1995, ayant même été à 58,6 % en 1970 et 57,9 % en 1980 et celle de la construction résidentielle passe de 5,1 % en 1961 à 4,5 % en 1970, 5,1 % en 1980 et 5,0 % en 1995. Même l'investissement en structure des entreprises, mesuré par les dépenses en construction non résidentielle, fond à 3,6 % du PIB en dollars courants en 1995 après avoir été de 6,6 % en 1961, en baisse depuis 1975 et fortement après la

crise de 1982. Par contre, malgré la diminution sensible depuis 1990 du poids relatif des investissements en machines et matériel, il se maintient à la hausse depuis ces 35 ans, variant de 4,9 % en 1961 à 5,1 % en 1995, après avoir atteint 6,9 % en 1980 et 6,5 % en 1990.

La décomposition de la consommation privée révèle les profondes modifications des catégories de dépenses au cours de ces années. Signe caractéristique de la hausse du niveau de vie des Québécois, les dépenses en biens non durables et en biens semi-durables ne comptent plus que pour 16,1 % et 5,9 % respectivement en 1995 comparativement à 23,3 % et 8,6 % en 1961. Cette diminution de proportion se retrouve également dans certains groupes de services. Ainsi, la consommation privée totale de services représente 24,1 % en 1961 et 30,9 % en 1995. De même, la

contribution des dépenses en vêtements et chaussures passe de 6,0 % à 3,5 % et celle des dépenses en aliments et en boissons non alcoolisées, de 13,0 % à 6,4 %.

Même corrigée des effets de prix, la consommation personnelle garde la même évolution. La part des biens durables dans le PIB réel progresse (7,5 % en 1981 et 9,0 % en 1995) contrairement à celles des biens semi-durables (6,2 % à 5,7 %) et

des biens non durables (20,8 % à 17,0 %). De même, tandis que la contribution de la catégorie globale des dépenses en services se situe à la hausse (25,9 % à 29,6 %), celle de la composante relative à la restauration et l'hôtellerie ralentit (4,1 % à 3,5 %) au même titre que les vêtements et chaussures (3,6 % à 3,3 %) et les aliments et boissons non alcoolisées (8,7 % à 7,2 %).

SECTEUR EXTÉRIEUR

Même si le solde des échanges commerciaux de biens et services du Québec avec des pays ou des provinces canadiennes se révèle fréquemment négatif de 1981 à 1995, il n'en demeure pas moins que la demande extérieure est une composante essentielle du PIB. De 50,7 % en 1981, les exportations totales de biens et de services représentent 53,4 % du produit intérieur brut aux prix du marché en dollars courants en 1995. Malgré la longue période décennale de fluctuations à la baisse postérieures à 1981, cette proportion n'a jamais crevé le plancher des 40,0 %, réussissant à se maintenir grâce aux exportations internationales dont l'importance relative a ralenti durant ces dix ans beaucoup moins rapidement que celle des exportations interprovinciales. De 23,4 % en 1981, elle monte à 32,5 % en 1995 pour les exportations internationales en comparaison de 27,4 % à 20,9 % pour les exportations aux provinces. Par contre, du côté des importations totales de biens et services, elle est estimée à 51,6 % en 1995 après avoir été de 52,0 % en 1981. Les importations inter-

nationales voient la leur se fixer à 32,4 % contre 26,7 % en 1981 et les importations venant des provinces, à 19,3 % contre 25,4 %.

Ainsi, ce regard sur le commerce extérieur, et particulièrement sur le commerce international, montre le degré d'ouverture de l'économie québécoise dont la croissance est, dans une grande mesure, liée à la santé économique de ses partenaires, surtout des États-Unis avec lesquels le Québec partage quelque 80,0 % de son volume d'échanges commerciaux. Une meilleure perception de l'évolution du commerce extérieur québécois exigerait une analyse davantage raffinée de la structure même de ces échanges et de la balance commerciale par type de produit, et surtout par destination ou origine de ces biens et services, sans oublier les cours de change, les coûts de production, les prix relatifs qui sont des déterminants majeurs de la compétitivité et, donc, de l'évolution des échanges extérieurs.

REVENU DES AGENTS ÉCONOMIQUES

L'analyse de la production intérieure à travers les flux de revenus montre des mouvements relativement marqués de l'importance de la composante salariale dans le PIB, même si l'écart global de 1961 à 1995 est seulement d'un demi-point. En effet, de 60,5 % du PIB nominal en 1961, cette composante — qui réunit la rémunération des salariés et le revenu net des entreprises individuelles non agricoles — compte pour 59,9 % en 1995. De fait, elle oscille autour de 60,0 % durant la première moitié des années 60 et autour de 62,0 % jusqu'au milieu de la décennie 70. Elle

grimpe alors jusqu'à atteindre les 65,0 % au début des années 80 pour redescendre depuis graduellement, essentiellement depuis l'année 1983. Par contre, les revenus de la propriété, à savoir les bénéfices des sociétés et les revenus de placements, passent de 12,5 % en 1961 à 16,5 % en 1995. Oscillant autour de 12,5 % jusqu'au début des années 70, ils varient à la hausse de plus de 5,0 points à la veille de la crise de 1982 pour subir ensuite plusieurs soubresauts tant à la hausse qu'à la baisse, notamment depuis 1987.

Du côté de la composante salariale, la rémunération des salariés — le coût de production le plus important à l'échelle macroéconomique — passe de 52,8 % du PIB nominal à 55,0 % en 1995 après avoir été de 61,0 % en 1981 alors que le revenu net des entreprises individuelles tombe de 7,7 % en 1961 à 4,9 % en 1995, avec un creux de 3,9 % en 1981. Du côté des revenus de la propriété, la part relative des intérêts et revenus de placements fait plus que tripler, allant de 2,7 % en 1961 à 8,5 % en 1995, avec un sommet de 9,4 % en 1990 tandis que celle des bénéficiaires des sociétés avant impôts, estimée à 8,0 % en 1995, constitue une hausse appréciable depuis 1991 mais une baisse sensible par rapport au 9,9 % en 1961 ou à son sommet de 12,1 % en 1974.

En outre, en isolant de ces flux de revenus les catégories relatives aux revenus des Québécois diminués des impôts versés aux divers paliers de gouvernement en 1995, le revenu personnel disponible obtenu est consacré à plus de 90,0 % environ à la

consommation privée et le reste à l'épargne. Corrigé de l'inflation, le revenu disponible double pratiquement de 1971 à 1995, pour une croissance annuelle moyenne de 2,8 %. Durant les 15 dernières années, plus précisément de 1981 à 1995, alors que le PIB réel s'accroît de 2,0 % en moyenne annuellement, le revenu disponible réel ne progresse que de 1,5 %. De fait, de 5,6 % durant les années 70, sa croissance baisse à 1,9 % pendant la décennie 80 et à 0,4 % pour la première moitié des années 90, tandis que les dépenses des consommateurs québécois augmentent de 1981 à 1995 de 2,1 % annuellement, soit de 3,0 % de 1981 à 1989 et de 1,0 % de 1990 à 1995. Parallèlement, le taux d'épargne personnelle, de 4,9 % en 1961, s'établit à 7,2 % en 1995. Alors inférieur à 10,0 % jusqu'en 1974, il se trouve ensuite dans les deux chiffres pendant une douzaine d'années pour redescendre de façon irrégulière au niveau des premières années de la décennie 70.

MARCHÉ DU TRAVAIL

De 1976 à 1996, le nombre de Québécois sur le marché du travail augmente pratiquement du tiers globalement ou de 1,3 % annuellement. Estimé à 2,3 % vers la fin des années 70, ce taux diminue à 1,3 % durant les années 80 et à 0,5 % pour les années 90. Chez les hommes, la population active ne progresse annuellement que de 0,6 % de 1976 à 1996, soit 1,2 % vers la fin des années 70, 0,6 % durant les années 80 et à peine 0,2 % au cours des années 90. Chez les femmes, elle croît annuellement de 2,4 % durant ces 20 ans, soit 4,5 % vers la fin de la décennie 70, 2,5 % pour les années 80 et 0,9 % pour les années 90.

Cependant, l'emploi total n'augmente annuellement que de 1,1 % de 1976 à 1996, soit de 2,0 % durant la seconde moitié des années 70, de 1,4 % au cours des années 80 et seulement de 0,2 % durant les années 90. Chez les hommes, la croissance de l'emploi, estimée à 0,9 % et 0,6 % durant les années 70 et 80, fait place à la décroissance (- 0,2 %) au cours des années 90. Chez les femmes dont l'entrée massive sur le marché du travail en 20 ans explique très largement (75,0 % environ) l'augmentation de la population active totale, l'emploi

s'accroît annuellement de 4,0 %, 2,6 % et 0,7 % annuellement durant les années 70, 80 et 90 pour une croissance annuelle moyenne de 2,3 % de 1976 à 1996. Le nombre de personnes en chômage progresse durant ces 20 années de 2,9 % annuellement, soit 2,7 % chez les hommes et 3,1 % chez les femmes.

En somme, de 1976 à 1996, la population active totale s'accroît de 30,2 %, l'emploi, de 25,8 % et le chômage, de 76,3 %. Chez les hommes, ces taux sont respectivement de 12,9 %, 7,8 % et 71,3 % tandis que chez les femmes, ils sont estimés à 61,2 %, 58,8 % et 83,7 %. A quelques rares exceptions près, survenues durant la décennie 80, le taux de chômage est à deux chiffres depuis 1977, variant de 10,2 % à 14,0 %, surtout chez les femmes qui occupent pourtant quelque 80,0 % des emplois créés au Québec depuis 20 ans. De même, toute l'augmentation du taux d'activité enregistrée durant cette période est due à celui des femmes qui gagne plus d'une douzaine de points de pourcentage (41,5 % en 1976 contre 53,9 % en 1996) par rapport à une perte de six points du côté des hommes (76,6 % en 1976 contre 70,6 % en

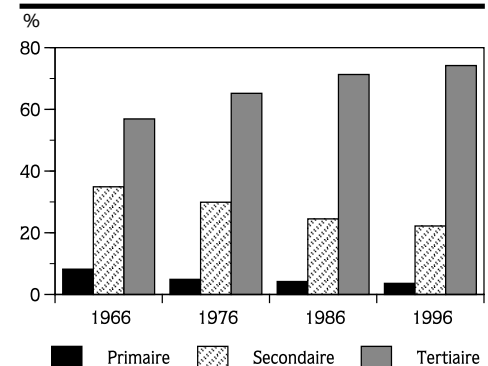
1996). Dans la même veine, le taux d'emploi chez les hommes, en baisse de plus de 8 points de pourcentage (70,4 % contre 61,9 %), est compensé par le gain de quelque 10 points chez les femmes (37,4 % contre 47,8 %). Par catégorie d'âge et par sexe, il recule légèrement chez les femmes de 15 à 24 ans (- 2,5 points) mais bien davantage chez les hommes de 15 à 24 ans (- 5,1 points), de 25 à 44 ans (- 9,9 points) et de 45 à 64 ans (- 12,2 points).

D'ailleurs, avec la décroissance de plus de 30,0 % de l'emploi en 20 ans chez les jeunes de 15 à 24 ans, le taux de chômage se maintient systématiquement dans les deux chiffres et à la hausse (15,3 % contre 18,9 %), en dépit de la diminution de 28,0 % et de 12,1 % de la population active et du nombre de chômeurs de cette catégorie. Chez les 25 à 44 ans, la population active augmente de 54,3 % de 1976 à 1996 et l'emploi, de 4,7 % de sorte que le nombre de chômeurs fait plus que doubler et le taux de chômage connaît une forte hausse (6,6 % contre 11,0 %). Seule la catégorie des 45 à 64 ans affiche un taux de chômage inférieur à 10,0 %, malgré le quasi-triplement du nombre de chômeurs et l'accroissement de 53,0 % de la population active, encore que l'emploi progresse de son côté de 46,3 %.

Même observée à travers la classification traditionnelle des activités économiques en secteurs primaire, secondaire et tertiaire, l'évolution de l'emploi depuis 20 ans conforte la thèse de plus en plus pertinente de la tertiarisation croissante de l'économie québécoise, encore que cette tertiarisation soit la résultante d'une combinaison de mutations structurelles (ajout d'activités tertiaires, hausse réelle de valeur ajoutée,

demande nouvelle de services, etc.) et de crises conjoncturelles (fermeture d'entreprises primaires ou secondaires, cessation partielle d'activités ou délestage de branches d'activités dans plusieurs industries, etc.). Ainsi, de 1976 à 1996, l'emploi décroît de 8,4 % et de 6,6 % dans les secteurs primaire et secondaire et croît de 43,2 % dans le secteur tertiaire. D'ailleurs, sur 100 emplois au Québec, les trois-quarts (précisément 73,9 %) viennent pratiquement du secteur tertiaire en 1996, en comparaison de 65 emplois (64,8) en 1976, tandis que le secteur primaire procure moins de 4 emplois (3,6 exactement) contre 5 en 1976 et le secteur secondaire, 22,5 contre 30,2 en 1976. En outre, des cinq groupes du secteur tertiaire, seul celui des industries des transports accuse un recul (- 5,0 %) en ces 20 ans face aux deux groupes du secteur secondaire, à savoir les industries manufacturières (- 5,9 %) et la construction (- 9,6 %) ou au groupe des industries primaires autres que l'agriculture (- 26,0 %).

Emploi par secteur d'activité, parts relatives, Québec, 1966-1996



RÉGIONS

Toute cette évolution socio-économique du Québec transparait sur le plan régional. Exprimés en dollars courants, les investissements totaux au Québec restent pratiquement stationnaires durant près d'une dizaine d'années, uniquement à cause du secteur privé. En fait, de 1987 à 1996, malgré des diminutions annuelles depuis 1992, les investissements publics affichent une expansion de 50,7 % globalement, contre une décroissance de 12,3 % des investissements privés, pour une progression d'à peine 0,1 % de l'ensemble des investisse-

ments en dollars courants. Six régions, recueillant plus de la moitié des investissements totaux, accusent des reculs sensibles de leurs immobilisations totales, de plus de 20,0 % pour la plupart. On retrouve, par ordre décroissant, les régions administratives de Laval (- 33,7 %), de Montréal (- 20,9 %), de l'Estrie (- 20,3 %), de la Montérégie (- 16,8 %), de la Côte-Nord (- 12,3 %) et de Lanaudière (- 5,2 %), toutes enregistrant cependant un accroissement des investissements publics, à l'exception de la Côte-Nord.

Toutefois, la croissance depuis une dizaine d'années de l'importance des investissements du secteur public se répartit régionalement de manière fort inégale, n'atteignant effectivement que la moitié des 16 régions administratives, le Bas-Saint-Laurent n'ayant pratiquement pas bougé. Alors de 1,9 % et 3,4 % en 1987, la part investie en Gaspésie — Îles-de-la-Madeleine et au Saguenay — Lac-Saint-Jean baisse à 1,7 % et 3,3 % respectivement en 1996. De même, dans les régions de Montréal et de l'Outaouais, elle passe de 27,2 % et 5,8 % à 26,7 % et 3,8 % respectivement. Elle se réduit fortement sur la Côte-Nord (10,0 % en 1987 contre 4,4 % en 1996) mais beaucoup moins en Chaudière-Appalaches (3,8 % contre 2,3 %) ou en Mauricie — Bois-Francs (6,0 % contre 5,9 %).

Par ailleurs, évoluant à la hausse, le secteur public québécois fournit 29,7 % des investissements totaux en 1996 (contre 19,7 % en 1987). La proportion s'élève à 33,9 % à Montréal (contre 18,1 %), à 38,0 % à Québec (contre 23,1 %), à 28,1 % à Laval (contre 11,9 %), à 24,3 % en Montérégie (contre 12,7 %), à 28,5 % en Estrie (contre 13,9 %) et à 24,6 % à Lanaudière (contre 13,7 %). Avec un écart moindre, elle monte à 24,8 % en Mauricie — Bois-Francs (contre 19,8 %), à 34,5 % dans le Bas-Saint-Laurent (contre 33,0 %), à 19,2 % dans les Laurentides (contre 11,0 %) et à 19,0 % en Abitibi-Témiscamingue (contre 16,9 %). En revanche, le mouvement est à la baisse dans les régions où, en 1987, prédominaient ces investissements publics. Ainsi, de 81,3 % en 1987, les investissements du secteur public dans le Nord-du-Québec ne représentent que 58,2 % des investissements totaux dans cette région, tout comme pour la Côte-Nord, ils ne comptent que pour 47,3 % en regard de 63,2 % en 1987. Pour l'Outa-

ouais, ils sont de 23,1 % contre 31,7 % en 1987, pour Chaudière-Appalaches de 16,3 % contre 21,2 %, pour le Saguenay — Lac-Saint-Jean de 19,7 % contre 20,4 %, et pour la Gaspésie — Îles-de-la-Madeleine de 41,0 % contre 43,4 %.

Sur le marché du travail, durant ces dix ans, seulement trois des seize régions administratives connaissent un taux d'augmentation de l'emploi plus élevé que celui de leur population active, mais il n'y en a qu'une à voir diminuer son nombre de chômeurs. Ainsi dans la région de Québec, de 1987 à 1995, l'emploi progresse de 5,6 % et la population active, de 6,7 % alors que dans les Laurentides, la Mauricie — Bois-Francs, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec l'emploi augmente respectivement de 34,4 %, 6,5 % et 11,6 % et la population active de 32,5 %, 5,1 % et 11,4 %. À l'inverse, la région de Montréal se distingue par une chute de 12,2 % de l'emploi et de 9,9 % de la population active, tout comme la Gaspésie — Îles-de-la-Madeleine, avec une dégringolade de 14,4 % de l'emploi et de 10,2 % de la population active.

Du côté du chômage, mise à part la Mauricie — Bois-Francs, la seule région pouvant afficher une baisse du nombre de chômeurs (- 6,4 %), toutes les autres régions subissent des augmentations, à des taux variant de 6,0 % en Estrie et Gaspésie à plus de 45,0 % à Laval et Abitibi-Témiscamingue ou plus de 50,0 % à Lanaudière. Le taux de chômage, estimé en 1995 à deux chiffres dans presque toutes les régions à l'exception de Chaudière-Appalaches et Montérégie, décroît durant la période en Estrie (10,3 % en 1995 contre 10,7 % en 1987), dans les Laurentides (11,3 % contre 12,5 %), la Mauricie — Bois-Francs (10,1 % contre 11,3 %) ainsi que la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (13,1 % contre 13,2 %).

FINANCES PUBLIQUES

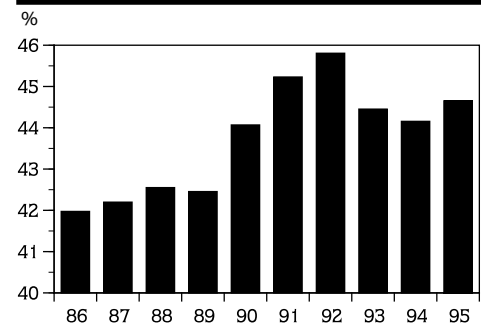
Alors que le produit intérieur brut québécois aux prix du marché, exprimé en dollars courants, montre depuis 1961 une évolution presque ininterrompue à la hausse, le solde budgétaire cumulatif des trois paliers de gouvernement au Québec calculé sur la base des comptes économiques, excédentaire tout au long des années 60 (3,5 % en 1961), se révèle déficitaire depuis 1971. Ce déficit constitue 6,1 % du PIB nominal en

1995, s'étant même rendu à plus de 12,0 % durant la première moitié des années 80. Le fardeau fiscal, évalué par la somme des recettes totales des trois administrations publiques, passe de 28,8 % du PIB nominal en 1961 à 44,7 % en 1995, ayant même dépassé les 45,0 % au début des années 90. De leur côté, les dépenses totales courantes de ces administrations, estimées à 23,2 % du PIB nominal en

1961, se situent à 50,0 % en 1995 après avoir grimpé jusqu'à près de 55,0 % en 1992 et 1993. La contribution des individus, par les impôts directs des particuliers, représente 22,5 % du PIB en 1995 contre 6,7 % en 1961 alors que celle des entreprises privées et publiques, à travers leurs impôts directs, constitue 2,6 % du PIB en 1995 contre 4,5 % en 1961. Les impôts indirects comptent pour 13,9 % du PIB contre 15,6 % en 1961. Le service de la dette — mesuré par l'ensemble des intérêts versés par les gouvernements sur les emprunts contractés au profit du Québec — qui en 1961 n'absorbe que 3,1 % du PIB, nécessite 10,1 % en 1995. Pour chaque dollar de recettes budgétaires, il accapare 22,6 cents en 1995 comparativement à 10,6 cents en 1961.

Une fois soustraites les parts des administrations fédérale et locales, le déficit calculé sur la base des comptes économiques, imputable à l'administration provinciale exclusivement, s'accumulant depuis 1961, subit une accélération soudaine en 1975, immédiatement après le surplus de l'année 1974, le deuxième en 35 ans. Le fardeau fiscal, de 8,3 % du PIB en 1961, est de 24,9 % en 1995 et les dépenses courantes, de 8,6 % et 26,6 % à la même pé-

Recettes totales des administrations publiques par rapport au PIB, Québec, 1986-1995



riode. Les impôts directs des particuliers passent de 1,4 % du PIB à 10,9 %, ceux des entreprises privées et publiques, de 1,1 % à 0,6 % et les impôts indirects, de 0,2 % à 0,7 %. Les charges d'intérêt de la dette publique, de 0,2 % en 1961, représentent 4,0 % en 1995. Ainsi, pour chaque dollar de recettes budgétaires de l'administration provinciale, ces charges absorbent 16,2 cents en 1995 contre 2,6 cents en 1961. Tout compte fait, le solde d'emprunt net de l'administration provinciale se situe à 1,8 % du PIB en 1995 en regard de 1,2 % en 1961, après avoir oscillé à la hausse autour de 2,5 %.

CONCLUSION

Vu dans une perspective d'ensemble, ce survol témoigne de la capacité des différents agents économiques québécois de s'outiller de leur mieux pour faire face aux changements multiformes de l'après Seconde Guerre mondiale, en mobilisant l'ensemble des ressources et des potentialités de l'économie québécoise appelée à combler les besoins croissants et sans cesse raffinés de la population.

Sur le plan strictement économique, ce coup d'oeil sur les 35 dernières années montre un ralentissement sensible de la croissance économique, mesuré par la décélération graduelle de la production intérieure totale et même de la production per capita. La hausse rapide de l'emploi des années 60 se réduit au fil des décennies, tout comme l'investissement en capital fixe. De plus, source traditionnellement prépondérante de croissance économique au Québec, la demande intérieure ralentit également et de manière fort prononcée. Plus spécifiquement, la consommation privée

totale et celle des biens en particulier ne se remettent que difficilement des divers chocs récessionnistes des années 70, 80 et 90 et les dépenses publiques — autre volet important de la demande intérieure — se ressentent fortement des mesures sévères d'austérité que les gouvernements se sont imposées. En outre, les investissements non résidentiels des entreprises perdent de plus en plus de points dans la production intérieure. Et les investissements résidentiels, connus pour leur très grande sensibilité à divers éléments constitutifs du contexte économique d'ensemble, varient, plus souvent à la baisse et de façon très irrégulière.

En revanche, l'accélération de la demande de services supplée tant et si bien à la décélération de la consommation de biens que toute la création d'emplois de ces 30 dernières années se situe dans le secteur des services. À cela, s'ajoutent le secteur extérieur et particulièrement les exportations de biens et services, dont la forte expansion

contribue grandement à la croissance de la production intérieure, comblant ainsi le ralentissement de la demande interne. En somme, ce regard rapide porté sur le Québec économique des trois dernières décennies constitue une illustration des défis qui confrontent cette économie à l'approche du

21^e siècle et qui s'appellent, entre autres, libéralisation accrue des échanges, amélioration de la productivité, formation de la main-d'oeuvre, compétitivité internationale, maîtrise des finances publiques, restructuration économique, vieillissement de la population.

Principaux indicateurs économiques, variation annuelle moyenne Québec, 1970-1995

Description	%				
	1975/1970	1980/1975	1985/1980	1990/1985	1995/1990
Démographie					
Population	1,10	0,55	0,49	0,97	0,88
Production aux prix de 1986					
Produit intérieur brut aux prix du marché	4,60	3,60	1,80	2,84	1,16
Demande intérieure en dollars courants					
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	13,32	11,17	9,55	7,17	2,70
Dépenses publiques courantes en biens et services	15,31	14,90	8,25	6,05	2,41
Investissement des administrations publiques en capital fixe	16,17	2,92	10,02	3,21	0,58
Investissement des entreprises en capital fixe	23,53	8,21	6,50	10,60	-3,33
Demande intérieure finale	15,45	11,09	8,77	7,39	1,61
Secteur extérieur en dollars courants					
Exportations de biens et services	..	..	..	6,17	7,13
Importations de biens et services	..	..	..	6,01	5,47
Revenu en dollars courants					
Revenu personnel disponible	14,49	12,23	8,45	6,93	2,01
Emploi					
Emploi	2,72	2,70	0,70	1,95	0,21
Population active	2,96	3,12	1,15	1,55	0,45
Taux de chômage (niveau en pourcentage de la dernière année du quinquennat)	8,10	9,90	11,90	10,20	11,30
Finances publiques en dollars courants					
Administrations publiques, Recettes totales	13,61	12,63	10,12	9,15	2,90
Administrations publiques, Dépenses courantes totales	18,76	15,00	10,25	6,23	3,65
Administrations publiques, Déficit (% du PIB nominal pour la dernière année du quinquennat)	-6,60	-9,80	-12,40	-6,50	-6,10
Prix					
Indice des prix à la consommation (1986=100), Canada	7,35	8,74	7,39	4,48	2,24